



# REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**N° DLM 2020-96 - Séance du 17 septembre 2020**

### ACTES

#### 4. Fonction publique

##### 4.1 Personnels titulaires et statigiaires de la F.P.T

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	29
29	28	29	Contre	0
			Abstention	0

L'an 2020, le 17 septembre à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 11 septembre 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 11 septembre 2020.

**Etaient présents :** MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

**Pouvoir de :** DURIX Olivier pour CORDEAU Damien

**Secrétaire de séance :** François-Xavier CHAZOTTES

## N° DLM 2020-96 – BILAN SOCIAL 2019

Madame Marie-Thérèse AMALVY, conseillère municipale déléguée à l'insertion et aux affaires sociales rapporte :

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales.

**Vu** la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

**Vu** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 33

**Vu** le décret 97-443 du 25 avril 1997 relatif au rapport pris en application de l'avant-dernier alinéa de l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

**Vu** l'arrêté 12 août 2019 fixant la liste des indicateurs contenus dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu par l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (Journal officiel du 14 septembre 2019)

**Vu** l'avis du comité technique du 01/09/2020

**Considérant** ce qui suit

L'article 33 de la loi statutaire du 26 janvier 1984 prévoit que l'autorité territoriale présente au moins tous les deux ans au comité technique un rapport sur l'état de la collectivité, avant le 30 juin de chaque année paire, exceptionnellement reporté au 30 septembre de cette année, compte tenu de la période de confinement.

Ce rapport indique les moyens budgétaires et en personnel dont dispose la collectivité. Il inclut le bilan des recrutements et des avancements, des actions de formation, des demandes de travail à temps partiel ainsi que des conditions dans lesquelles la collectivité respecte ses obligations en matière de droit syndical.

Initialement prévu pour favoriser le dialogue social à l'intérieur de chaque collectivité, le bilan social est également devenu un véritable dispositif statistique permettant au législateur et au pouvoir réglementaire d'opérer les ajustements et les réformes nécessaires au bon fonctionnement et à l'adaptation du statut de la Fonction Publique.

Les données du bilan social contribuent également à une meilleure répartition de l'emploi local : elles sont utilisées par le Centre de Gestion notamment pour affiner le nombre de postes à pourvoir par concours et mettre en place des politiques de Gestion Prévisionnelle des Effectifs Emplois et Compétences (GPEC).

Enfin, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les collectivités territoriales devront élaborer chaque année, un rapport social unique (bilan social) à l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Madame Marie-Thérèse AMALVY et après en avoir délibéré à l'unanimité, **PREND ACTE** de ce bilan social pour l'année 2019.

Pour extrait conforme,  
Le 21 septembre 2020,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)